

Theo Francken veut le modèle australien, le MR est ouvert

ASILE & MIGRATION Le secrétaire d'Etat imagine un changement de cap

- Dans un message sur Facebook, le secrétaire d'Etat N-VA appelle à mettre fin à terme à notre politique d'asile telle que nous la connaissons pour une politique d'immigration choisie et ciblée.
- A l'australienne.
- Le MR réagit favorablement. Le CD&V est froid.

La proposition touche à une question sensible. Il y a une pointe d'exotisme : de quoi frapper l'opinion. Dans un commentaire Facebook, Theo Francken lance une nouvelle idée-force, qui fait débat forcément : et si, selon l'expression, l'on changeait son fusil d'épaule pour ce qui concerne nos politiques d'asile et de migration (les compétences du secrétaire d'Etat N-VA), en limitant drastiquement l'accueil dans notre pays de candidats réfugiés (les frontières, à l'échelle européenne on imagine, resteraient fermées), et en s'ouvrant, en alternative, à une immigration ciblée, choisie ? Cela, à la façon de l'Australie.

Theo Francken (N-VA) veut évoluer, écrit-il, vers un système avec « zéro demandeur d'asile à Bruxelles » : « Nous devons remplacer le modèle actuel, qui se base sur les requêtes à l'initiative des demandeurs d'asile après une entrée illégale sur le territoire, par le modèle australien, dans lequel on pratique uniquement une immigration légale limitée, à notre initia-

tive ». La Belgique choisirait dès lors d'ouvrir ses frontières « à un rythme qui tient compte des capacités sociales, économiques et culturelles de notre pays ». Toujours si l'on suit le modèle Francken-australien, notre pays pourrait faire appel, quand il le souhaite, à des populations résidant à l'étranger selon, par exemple, leurs compétences socio-professionnelles. La Belgique pourrait aussi, précise le secrétaire d'Etat, donner la priorité à certaines minorités, et cibler « les chrétiens du Moyen-Orient ».

Pour la prochaine législature

L'idée ne laisse pas insensible dans les milieux suédois. C'est vrai au MR. A la présidence du parti, chez Olivier Chastel, on

nous calibrant ce commentaire dimanche : « Il faut accueillir ceux qui en ont besoin dans le respect des conventions internationales et expulser systématiquement les personnes en séjour illégal. Il faut effectivement aider les pays limitrophes des zones de conflit à accueillir dignement les réfugiés. Faciliter les conditions d'arrivée de ceux qui en ont besoin est une option. Rappelons au passage que Francken a accordé récemment des visas humanitaires à des gays tchétchènes pour faciliter leur arrivée chez nous ». Conclusion ? « Ce que propose Francken vaut la peine d'être discuté pour la prochaine législature ». En substance, les bleus tiennent ce raisonnement : une autre philosophie guide l'accord de gouvernement, restons-en là, la législature s'achève, mais la crise de l'asile en Europe montre les limites des politiques actuelles, il faut réfléchir à de nouvelles façons d'opérer pour l'avenir, nous verrons en 2019...

Sollicité à son tour, le CD&V est, lui, plus froid. L'Australie n'inspire pas beaucoup son président, Wouter Beke. Qui veut, nous fait-il savoir, « un système dans lequel les gens ne traversent pas la mer sur un bateau menaçant leur vie, puis viennent à nous par des routes illégales pour demander l'asile ». Pour cela, « il est nécessaire de développer davantage une politique européenne commune : il faut se concentrer sur la qualité des soins dans les régions en conflit, le contrôle des frontières extérieures européennes, la traque des passeurs, l'application des systèmes de quotas permettant de répartir les demandeurs d'asile entre les États membres ». Le patron des chrétiens-démocrates flamands

punctue : « La comparaison avec l'Australie semble un peu facile. Il n'y a pas de frontières terrestres et le pays est beaucoup plus difficile à atteindre que l'Europe. »

« De la com' »

Faut-il préciser qu'avec sa nouvelle petite idée, Theo Francken a pris de court les conservateurs et les ultras en Flandre, ceux qui plaident en faveur d'une politique d'asile et migratoire plus restrictive s'entend ? Hendrik Vuye a son explication. Député indépendant, ex-figure de la N-VA, contempteur infatigable d'une formation qui aurait sacrifié sa pensée et ses idéaux pour exercer le pouvoir, il nous précise quelle est la « stratégie » Francken selon lui : « C'est de la com', une fois de plus.

En réalité, M. Francken exécute une politique d'asile comparable à celle de ses prédécesseurs, les chiffres le montrent, et pour se radicaliser aux yeux de l'opinion flamande – où certains, au Vlaams Belang notamment, l'interpellent tout le temps sur les réseaux sociaux –, il lance ce genre d'idées. Mais s'il voulait vraiment changer de politique, ce n'est pas de l'Australie qu'il devrait parler, un pays lointain, mais de la Hongrie, ou de l'Autriche, et appeler Sebastian Kurz, le nouveau chancelier à Vienne, pour ouvrir concrètement de nouveaux horizons... Non, au lieu de cela, il fait juste de la com', et sa politique continue comme avant ».

Faux-semblant ou conviction profonde ? Toujours est-il que Theo Francken lance une idée qui donne à voir déjà la campagne électorale de la N-VA pour mai 2019. ■

DAVID COPPI

l'expert « Et les droits de l'homme ? Et les traités ? »

ENTRETIEN

L'analyse de Marco Martiniello, aux commandes du Centre d'études de l'ethnicité et des migrations à l'Université de Liège.

Comparer la Belgique et l'Australie, est-ce bien raisonnable ?

En termes géographiques ou géopolitiques, à d'autres égards également, on voit bien les différences. Je ne vais pas m'étendre. Pour ce qui concerne l'Australie, précisons qu'elle avait opté jadis pour le

multiculturalisme, qu'elle mettait en œuvre des politiques ouvertes. Puis ils ont changé de cap, ils sont revenus en arrière, dirais-je, avec des gouvernements conservateurs.

Les organisations des droits de l'homme, les ONG, dénoncent la façon de reléguer les gens dans des camps en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Mais ce qui me frappe ici, dans le raisonnement de Theo Francken, c'est la confusion entre l'asile, d'une part, et l'immigration de l'autre, deux problématiques distinctes.

Cela étant, on peut imaginer de recourir à une immigration choisie...

Oui, on peut imaginer un système d'immigration choisie, c'est un débat complexe mais légitime, mais, dans le même temps, barrer les réfugiés et les candidats à l'asile, est-ce envisageable, est-ce éthique, est-ce humainement acceptable ?

Quel sens cela a-t-il ? Je reviens à la confusion dont je vous parlais.

Quid du respect de l'être humain et des droits de l'homme ?

Quid, aussi, ne l'oublions pas, du respect des conventions internationales, des traités européens qui font notre histoire ? J'avais évoqué tout cela dans un ouvrage en 2001 : La nouvelle Europe migratoire. Pour une politique proactive de l'immigration...

Seize ans plus tard, il faut bien constater qu'on est loin d'une politique proactive, partagée, efficace, il est vrai, mais attention aux fausses solutions, aux aberrations... ■

Propos recueillis par
D.CI

« NO WAY »

L'exemple australien

Le modèle australien dont Theo Francken souhaite s'inspirer est désigné sous le terme de « politique du no way », qui impose des quotas d'accueil stricts. Sans visa, il n'y a pas d'entrée possible sur le territoire australien. Selon la loi australienne, tout migrant intercepté en mer en tentant de rejoindre les côtes de l'Australie est interné dans des camps financés par le pays sur l'île de Manus ou à Nauru, où les conditions de vie précaires ont été dénoncées par l'ONU et des associations de défense des droits de l'homme. L'Australie justifie sa politique par la nécessité de dissuader les demandeurs d'asile de se lancer dans la périlleuse traversée à partir de l'Indonésie. Dans le même temps, elle favorise l'immigration économique, visant parfois des catégories professionnelles, ou des travailleurs qualifiés.